EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

DÉCISION

Requête n° 17803/10
Franco FOIDAELLI et Paola MURGIA c. l'Italie
et 4 autres requêtes
(voir liste en annexe)

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant le 19 mai 2016 en un comité composé de :

Paul Mahoney*, président,*
Robert Spano,
Pauliine Koskelo, *juges,*

et de Hasan Bakırcı, *greffier adjoint de section f.f.,*

Vu les requêtes susmentionnées introduites aux dates indiquées dans le tableau joint en annexe,

Vu les déclarations du gouvernement défendeur invitant la Cour à rayer les requêtes du rôle,

Après en avoir délibéré, rend la décision suivante :

FAITS ET PROCÉDURE

La liste des parties requérantes figure en annexe. Elles ont été représentées devant la Cour par Me A. Caranci, avocat à Rome.

Le gouvernement italien (« le Gouvernement ») a été représenté par son agent, Mme E. Spatafora, et son coagent, Mme P. Accardo.

Les requérants se plaignaient de la durée des procédures « Pinto » et du retard dans l'exécution ou bien de la non-exécution de décisions « Pinto ».

Les requêtes avaient été communiquées au Gouvernement.

EN DROIT

Après l'échec des tentatives de règlement amiable, le 15 mars 2016 le Gouvernement a informé la Cour qu'il envisageait de formuler une déclaration unilatérale afin de résoudre la question soulevée par les requêtes. Il a en outre invité la Cour à rayer celles-ci du rôle en application de l'article 37 de la Convention.

La déclaration était ainsi libellée :

> « Le Gouvernement italien, compte tenu de la jurisprudence de la Cour bien établie en la matière (*Gagliano Giorgi c. Italie*, n° 23563/07, 6 mars 2012 ; *Gaglione et autres c. Italie*, n°s 45867/07 et autres, 21 décembre 2010), reconnaît que la durée déraisonnable de la procédure « Pinto » et/ou le retard dans le paiement de l'indemnisation « Pinto » ont entraîné la violation des articles 6 § 1 de la Convention et 1 du Protocole n° 1 dans les requêtes en annexe.
>
> Le Gouvernement italien, de plus, offre de verser (...) :
>
> - la somme accordée par la décision « Pinto » en question, réévaluée et majorée des intérêts légaux à la date du paiement, dans le cas et dans la mesure où cette somme n'a pas encore été payée ;
>
> - 200 EUR (deux cents euros) – couvrant tout préjudice moral découlant de la durée déraisonnable de la procédure « Pinto » et/ou du retard dans le paiement de la somme Pinto, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt – pour chaque requérant ;
>
> - 30 EUR (trente euros) – couvrant l'ensemble des frais et dépens, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt – pour chaque requête.
>
> Ces sommes seront payées dans les trois mois suivant la date de la notification de la décision de la Cour rendue conformément à l'article 37 § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme. A défaut de règlement dans ledit délai, le Gouvernement s'engage à verser, à compter de l'expiration de celui-ci et jusqu'au règlement effectif des sommes en question, un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne, augmenté de trois points de pourcentage. Ce versement vaudra règlement définitif de l'affaire.
>
> Le Gouvernement estime que ces sommes constituent un redressement adéquat de la violation à l'aune de la jurisprudence de la Cour en la matière (*Gaglione et autres c. Italie*, précité).
>
> Le Gouvernement invite respectueusement la Cour à dire qu'il ne se justifie plus de poursuivre l'examen des requêtes et à les rayer du rôle conformément à l'article 37 de la Convention. »

Les parties requérantes n'ont formulé aucun commentaire à l'égard de ladite déclaration unilatérale.

La Cour rappelle qu'en vertu de l'article 37 de la Convention, à tout moment de la procédure, elle peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances l'amènent à l'une des conclusions énoncées aux alinéas a), b) ou c) du paragraphe 1 de cet article. L'article 37 § 1 c) lui permet en particulier de rayer une affaire du rôle si :

> « pour tout autre motif dont la Cour constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête ».

La Cour rappelle aussi que, dans certaines circonstances, il peut être indiqué de rayer une requête du rôle en vertu de l'article 37 § 1 c) sur la base d'une déclaration unilatérale du gouvernement défendeur même si le requérant souhaite que l'examen de l'affaire se poursuive.

À cette fin, la Cour doit examiner de près la déclaration à la lumière des principes que consacre sa jurisprudence, en particulier l'arrêt *Tahsin Acar* (*Tahsin Acar c. Turquie* (question préliminaire) [GC], nº 26307/95, §§ 75-77, CEDH 2003-VI, *WAZA Sp. z o.o. c. Pologne* (déc.), nº 11602/02, 26 juin 2007, et *Sulwińska c. Pologne* (déc.), nº 28953/03, 18 septembre 2007).

La Cour a établi dans un certain nombre d'affaires, dont celles dirigées contre l'Italie, sa pratique en ce qui concerne les griefs tirés, sur le terrain des articles 6 § 1 de la Convention et 1 du Protocole nº 1, du retard dans l'exécution des décisions de justice (voir, par exemple, *Bourdov c. Russie*, nº 59498/00, §§ 37-42, CEDH 2002-III ; *Metaxas c. Grèce*, nº 8415/02, §§ 24-31, 27 mai 2004) et, en particulier, des décisions « Pinto » (*Simaldone c. Italie*, nº 22644/03, §§ 48-64, 31 mars 2009 ; *Gaglione et autres c. Italie*, nºs 45867/07 et autres, §§ 32-45, 21 décembre 2010 ; *Belperio et Ciarmoli*, nº 7932/04, §§ 39-49, 21 décembre 2010).

Eu égard à la nature des concessions que renferme la déclaration du Gouvernement, ainsi qu'au montant de l'indemnisation proposée – qui est conforme aux montants alloués dans des affaires similaires –, la Cour estime qu'il ne se justifie plus de poursuivre l'examen des requêtes (article 37 § 1 c)).

En outre, à la lumière des considérations qui précèdent, et eu égard en particulier à sa jurisprudence claire et abondante à ce sujet, la Cour estime que le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses Protocoles n'exige pas qu'elle poursuive l'examen des requêtes (article 37 § 1 *in fine*).

Enfin, la Cour souligne que, dans le cas où le Gouvernement ne respecterait pas les termes de sa déclaration unilatérale, les requêtes pourraient être réinscrites au rôle en vertu de l'article 37 § 2 de la Convention (*Josipović c. Serbie* (déc.), nº 18369/07, 4 mars 2008).

En conséquence, il convient de rayer les affaires du rôle.

Par ces motifs, la Cour, à l'unanimité,

Décide de joindre les requêtes ;

Prend acte des termes de la déclaration du gouvernement défendeur et des modalités prévues pour assurer le respect des engagements ainsi pris ;

Décide de rayer les requêtes du rôle en application de l'article 37 § 1 c) de la Convention.

Fait en français puis communiqué par écrit le 9 juin 2016.

Hasan Bakırcı	Paul Mahoney
Greffier adjoint f.f.	Président

ANNEXE

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
1.	17803/10	01/02/2010	**Franco FOIADELLI** 07/05/1947 Dalmine **Paola MURGIA** 15/09/1952 Dalmine	Andrea CARANCI
2.	17804/10	01/02/2010	**Roberto SANNA** 11/06/1949 Rome	Andrea CARANCI
3.	17805/10	01/02/2010	**Domenico MARTORELLA** 14/05/1939 Rome **Argia MARTORELLA** 24/01/1944 Bomba	Andrea CARANCI
4.	17806/10	01/02/2010	**Alberto ANTONELLI** 29/04/1948 Rome	Andrea CARANCI
5.	17807/10	01/02/2010	**Elvira BAVA** 18/07/1937 Roma **Maria BENEDIZIONE** 03/04/1952 Roma **Anna Maria BONOMI** 16/05/1948 Roma **Giuseppe BUCCHIANICA** 12/05/1945 Roma	Andrea CARANCI

Nº	Requête Nº	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
			Angelo BUCCI 27/07/1942 Roma **Isabella DE MARIA** 23/05/1947 Roma **Salvatore DE MARIA** 27/06/1944 Roma **Giuseppe DI DOMENICO** 05/10/1969 Roma **Massimo DI TECCO** 19/03/1958 Roma **Maria GIORGIO** 28/03/1958 Roma **Maria Grazia MAZZOTTA** 01/03/1957 Roma **Eligio MICHELI** 10/06/1937 Roma **Maria MIGLIORE** 03/01/1955 Roma **Daniele NAPOLITANO** 16/04/1937 Roma **Stefano PODDI** 25/02/1955 Roma	

Nº	Requête Nº	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
			Anna REGAZZINI 25/01/1957 Roma **Piero REGAZZINI** 01/09/1953 Roma **Giuseppe SCAFATO** 03/05/1925 Roma **Amedeo TINIVELLI** 27/05/1976 Roma **Massimo TINIVELLI** 05/02/1947 Roma **Savino TURSI** 04/07/1952 Roma **Sandra ZUSSA** 18/06/1946 Roma	